



QU'EST-CE QUI FAIT COURIR LES DICTATEURS?
Mathieu Perreault
PAGE 6

LE GÉNÉRAL DALLAIRE SE SOUVIENT
Louise Leduc
PAGE 5

UNE DAME DE FER AU PAYS DES AYATOLLAHS
Laura-Julie Perreault
PAGE 7

LEQUEL

DE CES DEUX HOMMES POURRAIT

BATTRE BUSH?

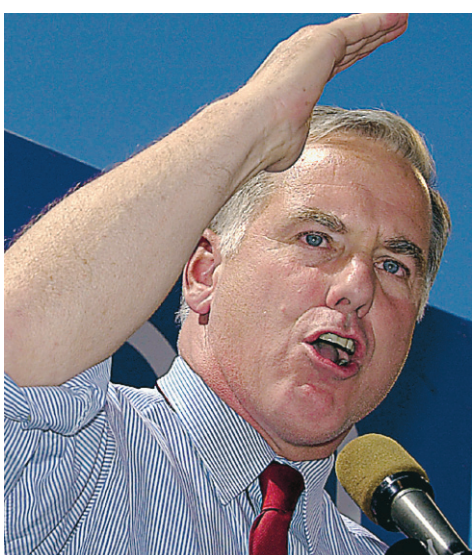


PHOTO AP / GREG WAHL-STEPHENS ©

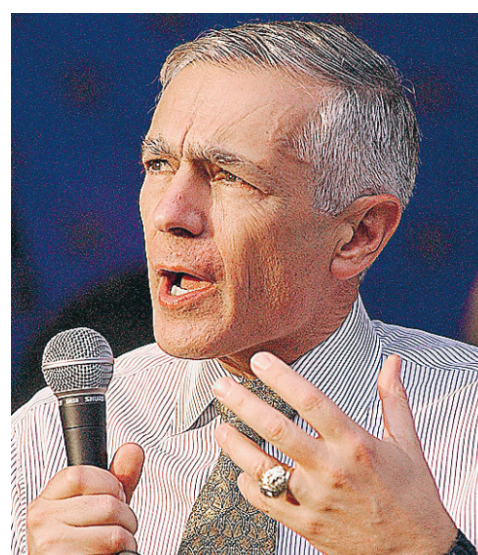


PHOTO AP / BROOKS SAMPLE ©

HOWARD DEAN

Schwarzenegger moins les muscles

ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON — Fin juillet, le vice-président des États-Unis, Dick Cheney, a été l'hôte d'un déjeuner-bénéfice en Caroline du Sud qui a permis au Parti républicain d'amasser 300 000 \$US. Chaque invité devait déboursier 2000 \$US pour son repas. De façon inédite, le démocrate Howard Dean a pu tirer avantage de ce rassemblement républicain.

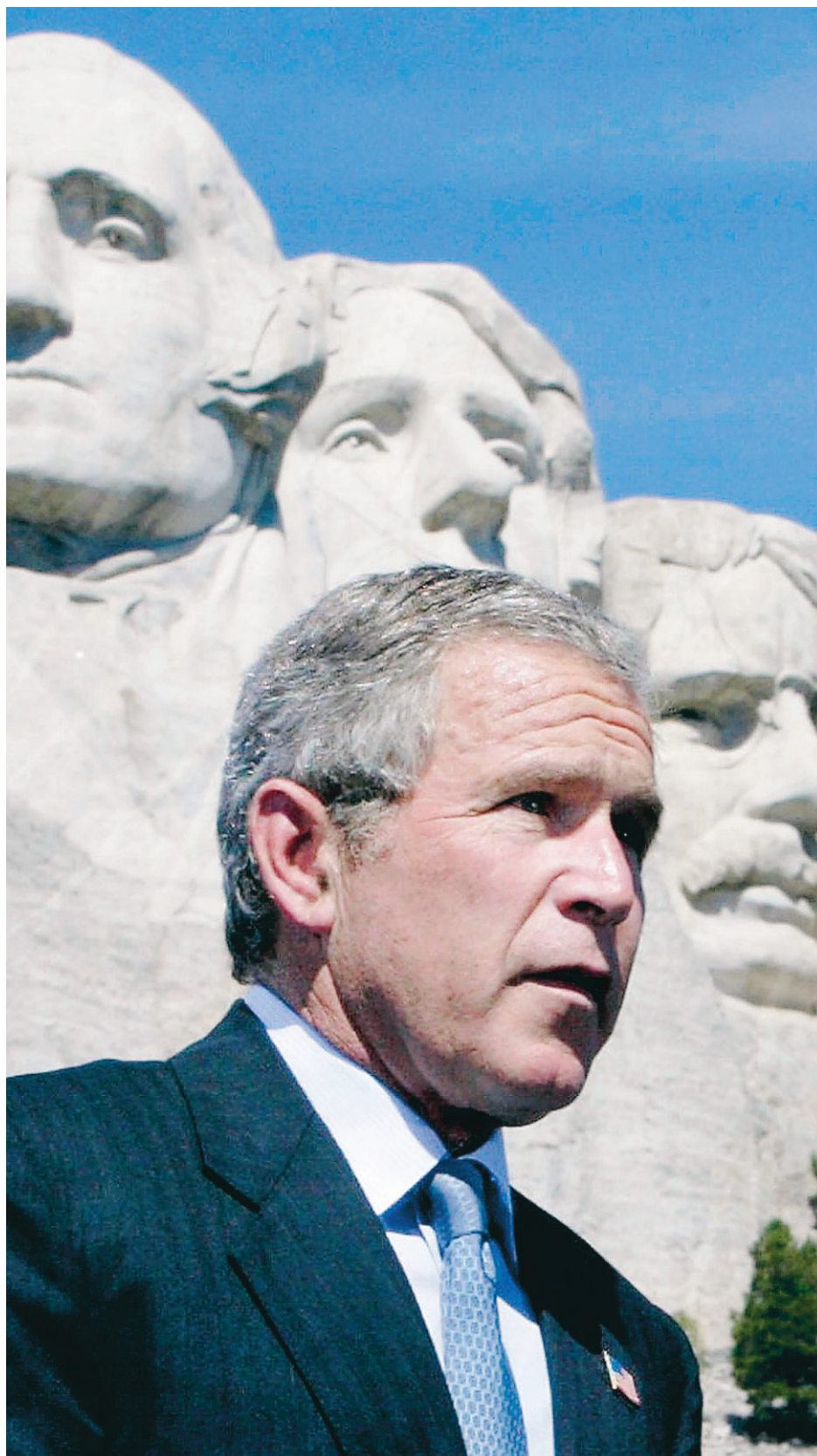
Les organisateurs du prétendant démocrate à la Maison-Blanche ont affiché sur leur site Web la photo de Dean dévorant un sandwich à la dinde, question de montrer qu'il est plus proche des citoyens ordinaires. Ils ont demandé à ses partisans de l'aider à contrer les intérêts des plus riches. La tactique a permis de recueillir 500 000 \$US en trois jours.

L'anecdote représente bien la façon dont l'homme politique du Vermont fait campagne. Dean, c'est en quelque sorte Arnold Schwarzenegger, les muscles en moins. Comme l'acteur républicain récemment élu gouverneur de la Californie, il se présente comme un *outsider* qui promet aux électeurs de secouer les puces des politiciens plus traditionnels.

Ce populisme, jumelé à de féroces critiques de l'administration du président George W. Bush, rapporte gros. Des neuf candidats, Dean est le seul qui suscitait un réel enthousiasme jusqu'à ce que le général Wesley Clark se lance dans la course en septembre. Depuis, il demeure le favori de nombreux électeurs séduits tant par ce qu'il propose que par son charisme et ses talents d'orateur. Il se veut d'ailleurs le plus efficace en matière de campagnes de financement.

La semaine dernière, l'équipe du bouillant politicien a annoncé qu'il avait pu amasser 14,8 millions US au cours du dernier trimestre, un record historique pour un candidat démocrate. Au total, Dean a accumulé quelque 25 millions US.

› Voir DEAN en page 2



George W. Bush

PHOTO REUTERS / LARRY DOWNING ©

WESLEY CLARK

L'homme mystère

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Le 11 mai 2001, le nouveau fétiche du Parti démocrate, Wesley Clark, s'adressait à des républicains de Little Rock, en Arkansas, où il vit depuis l'âge de 4 ans. Le général à la retraite a profité de l'occasion pour vanter « l'excellente équipe au pouvoir, des gens comme Colin Powell, Don Rumsfeld, Dick Cheney, Condoleezza Rice, que je connais très bien ».

« Nous avons besoin d'eux », ajouta-t-il avant de saluer « le courage et la vision » de « notre » président George W. Bush.

Aujourd'hui, l'ancien commandant en chef des forces de l'OTAN brigue l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2004, accusant le président et son équipe d'avoir engagé les États-Unis « imprudemment » dans une guerre unilatérale contre l'Irak.

Qui est vraiment Wesley Clark? Un républicain ou un démocrate? Un partisan de l'intervention irakienne ou un adversaire? Un opportuniste ou un sauveur?

Le 17 septembre dernier, Wesley Clark, 58 ans, a chamboulé la course à l'investiture démocrate en annonçant sa candidature. Depuis, il domine ses neuf adversaires dans la plupart des sondages nationaux, séduisant plusieurs Américains avec son impressionnant parcours : premier de classe à West Point, il a étudié à Oxford, combattu au Vietnam, où il a été blessé et décoré, et a orchestré l'action multilatérale de l'OTAN pendant la guerre du Kosovo, un succès diplomatique et humanitaire.

Mais un curriculum ne fait pas un candidat. Et les sondages nationaux ne reflètent pas la réalité d'une course à l'investiture, qui se joue État par État, en commençant par l'Iowa et le New Hampshire, où l'ancien gouverneur du Vermont, Howard Dean, est en avance.

› Voir CLARK en page 2

PLUS

Neuf démocrates encore en lice



ALEXANDRE SIROIS
WASHINGTON

On a longtemps qualifié la prochaine élection présidentielle américaine de bataille perdue d'avance pour les démocrates. Depuis quelques semaines, le vent a tourné. George W. Bush ne semble plus invincible et la course au leadership du Parti démocrate se retrouve sous les projecteurs.

C'est en quelque sorte Bush qui est le premier responsable du regain d'intérêt pour cette course, à qui l'élection californienne a volé la vedette pendant plusieurs semaines. Les ratés de l'administration du président américain en matière d'économie et en Irak ont fait chu-

ter sa popularité d'une façon telle que plusieurs républicains commencent à s'inquiéter.

Certains sondages vont jusqu'à démontrer que si l'élection avait lieu ces jours-ci, le démocrate Wesley Clark, un ancien général, aurait presque autant de chances que Bush de s'emparer de la Maison-Blanche. Un tel scénario n'était pas envisageable le printemps dernier alors que l'équipe de Bush savourait la chute rapide du régime de Saddam Hussein en Irak. D'autant plus qu'à la suite des attaques terroristes de septembre 2001, personne à Washington n'osait critiquer trop sévèrement le président. Pas même ses adversaires.

Il n'est donc pas surprenant que l'un des candidats démocrates les plus populaires à l'heure actuelle soit l'un des plus agressifs envers le président. L'ancien gouverneur du Vermont, Howard Dean, tire à boulets rouges sur Bush, qu'il accuse d'avoir « détruit le rêve démocratique de l'Amérique ». Cet *outsider*

attaque ses rivaux démocrates membres du Congrès américain en leur reprochant d'être trop mous face au président.

L'excitation générée par la candidature de Clark joue aussi pour beaucoup dans l'enthousiasme renouvelé pour la course au leadership. L'ancien général télévisé, qui a décidé de relever ce défi à la mi-septembre, est perçu comme l'un des rares démocrates à qui les électeurs américains peuvent faire confiance en matière de sécurité.

Quatre membres du Congrès

Cela dit, les jeux ne sont pas faits. D'autres candidats doivent être pris au sérieux. Quatre membres du Congrès américain pensent toujours être en mesure de tirer leur épingle du jeu.

> Le sénateur Joseph Lieberman, du Connecticut, d'entrée de jeu le plus connu des candidats pour avoir été colistier d'Al Gore en 2000. Il mise sur son expérience en

matière de défense et de sécurité.

> John Kerry, l'ambitieux sénateur du Massachusetts, joue la carte de son expérience au Vietnam pour prouver qu'il peut diriger un pays en guerre contre le terrorisme.

> Richard Gephardt, ancien leader de la Chambre des représentants au Congrès, originaire du Missouri, est encore jusqu'ici le candidat préféré des syndicats. En revanche, outre un plan de réforme du système de santé présenté en début de campagne, il a du mal à se faire remarquer.

> Le sénateur de la Caroline du Nord, John Edwards, éprouve lui aussi des difficultés en raison de son manque d'expérience politique, mais compte sur son charisme pour séduire les foules. On l'a déjà comparé à Bill Clinton et à John F. Kennedy.

Trois figurants

Trois autres candidats sont en lice, mais leurs chances sont jugées nulles. L'ancienne sénatrice de l'Illi-

nois Carol Moseley Brown, le révérend noir Al Sharpton et le membre de la Chambre des représentants de l'Ohio Dennis Kucinich. Tous trois sont moins connus que leurs rivaux, amassent peu d'argent et disposent d'équipes très faibles. Un candidat a déjà jeté l'éponge : le sénateur de la Floride, Bob Graham, convaincu qu'il ne faisait pas le poids.

Le processus de sélection du candidat qui affrontera Bush se mettra en branle en début d'année prochaine. Les caucus de l'Iowa du 19 janvier, première étape, seront toutefois boudés par Clark et Lieberman. Ils estimaient trop minces leurs chances de l'emporter. Les primaires du New Hampshire suivront, le 27 janvier. D'ici là, les candidats font campagne en surfant sur la vague de mécontentement envers Bush et tentent de faire gonfler leurs caisses électorales. Car sur ce terrain, le président américain les bat pour l'instant à plate couture.

Gouverneur par accident

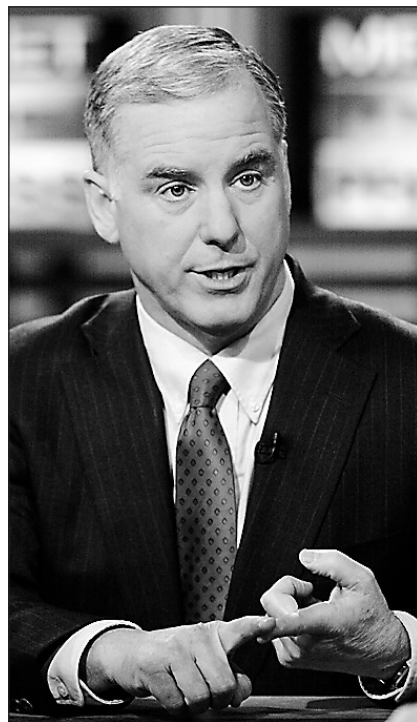
DEAN
suite de la page une

La percée-surprise de Dean est telle qu'en août, au cours de la même semaine, il s'est retrouvé à la une du *Time* et du *Newsweek*. Aujourd'hui, les sondages le donnent gagnant aux caucus de l'Iowa et aux primaires du New Hampshire, les deux premières étapes de la course à l'investiture, en janvier.

Pas mal pour un médecin de formation qui s'est lancé en politique en 1978 pour réclamer une piste cyclable autour du lac Champlain et qui a pris la tête de son État par accident. En 1991, le gouverneur du Vermont est mort subitement. Comme Dean était son bras droit, il a dû le remplacer au pied levé. Il y a pris goût et a pu demeurer à ce poste pendant 11 ans.

Politologue à l'Université du Vermont, Frank Bryan a déjà rencontré Dean. Il le décrit comme un homme « très intelligent mais aussi extrêmement ambitieux ». « Je me souviens de l'avoir interviewé alors qu'il était parlementaire au Vermont. Il était moins intéressé par les politiques et à savoir pourquoi il était en politique que par la façon de se rendre à un plus haut niveau », se rappelle le professeur.

Au Vermont, dit M. Bryan, Dean était qualifié de « républicain », un politicien de gauche avec plusieurs idées de droite, à mi-chemin entre les républicains et les démocrates. Si Dean a jadis permis à son



Howard Dean

État de donner le feu vert à l'union civile entre conjoints de même sexe et promet d'élargir l'accès à l'assurance-santé, il est en faveur de la peine de mort et milite contre le contrôle des armes à feu.

Le spectre de la défaite

En juillet, le stratège numéro un de George W. Bush, Karl Rove, assistait à un rassemblement de parti-

ans à Washington. Rove aurait dit à un ami qui l'accompagnait : « C'est celui que nous voulons. » Puis, il se serait mis à crier : « Go Howard Dean ! »

Plusieurs observateurs estiment que Rove a raison de se réjouir et que Dean pourrait conduire le Parti démocrate à une cuisante défaite. Son opposition farouche à la guerre en Irak, notamment, est perçue comme un couteau à double tranchant. Et Dean aura du mal à se défaire de l'image de politicien trop

Son opposition farouche à la guerre en Irak, notamment, est perçue comme est un couteau à double tranchant.

libéral au goût de la majorité qui lui colle à la peau en raison de la façon dont l'État du Vermont est perçu aux États-Unis.

Il faut aussi se rappeler qu'au cours des 40 dernières années, la seule façon pour les démocrates de s'emparer de la Maison-Blanche a été de choisir un candidat originaire d'un État du sud du pays. Mark Wrighton, qui enseigne les sciences politiques à l'Université du New Hampshire, constate que dans cet État ainsi qu'en Iowa, Dean a une longueur d'avance. Il précise cependant que cela ne se traduira pas

automatiquement par une percée d'un bout à l'autre du pays.

« Les électeurs démocrates de ces deux États peuvent être différents des électeurs démocrates plus loin dans le processus électoral. En particulier, je pense que les démocrates du Sud sont probablement plus conservateurs pour ce qui est des questions sociales », souligne le professeur. M. Wrighton indique que pour mieux évaluer les chances de Dean, il faudra attendre sa performance aux primaires de la Caroline du Sud et du Michigan.

Si l'ancien gouverneur du Vermont s'écrase dans ces États, il y a de fortes chances que le spectre de George McGovern revienne le hanter. Ses détracteurs aiment le comparer à ce politicien du Dakota du Sud qui, en 1972, a gagné la course au leadership du Parti démocrate en s'opposant à la guerre au Vietnam. Il a par la suite subi toute une dégelée, battu par Richard Nixon dans 49 des 50 États.

Certains présentent plutôt Dean comme un nouveau Jimmy Carter. Rares sont ceux qui pensaient que ce démocrate, peu connu et sous-financé, avait l'étoffe d'un président. En 1976, il a défié les pronostics et a fait son entrée à la Maison-Blanche. Les partisans de l'ancien gouverneur du Vermont croient dur comme fer que leur poulin pourra répéter cet exploit.

Un démocrate de conviction?

CLARK
suite de la page une

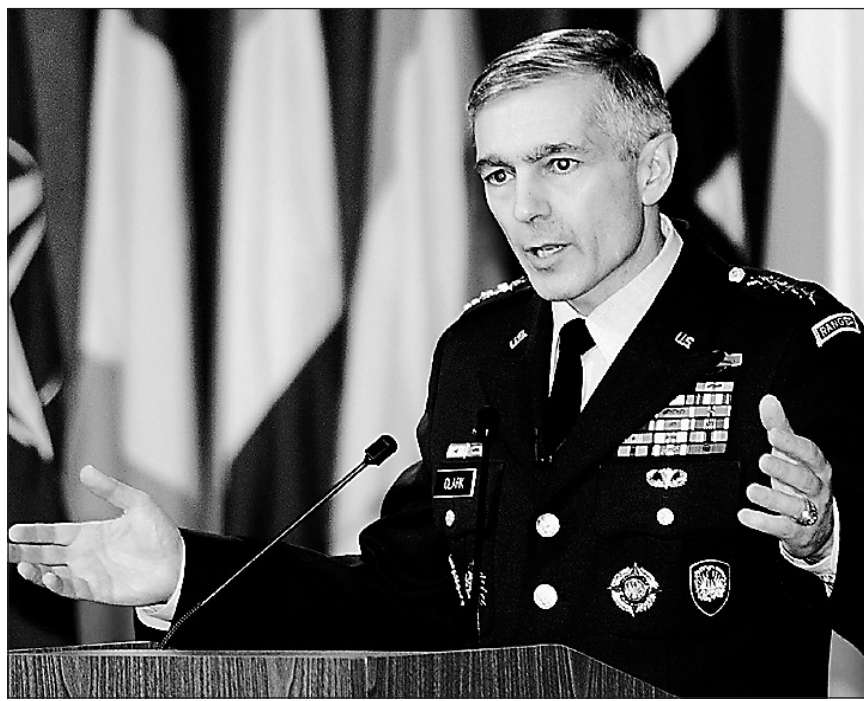
Pour devenir le candidat démocrate à l'élection de 2004, Wesley Clark devra répondre à plusieurs questions sur ses convictions et rivaliser sur le terrain avec des politiciens aguerris, dont Dean.

Sa quête présidentielle ne manque pas d'intérêt. Malgré l'incertitude qui plane sur sa candidature, il demeure peut-être celui qui a les meilleures chances de vaincre le président Bush en novembre 2004.

Mais Wesley Clark est-il un vrai démocrate ? Dès le premier débat télévisé auquel il a participé, quelques jours après son entrée dans la course, l'ex-général quatre étoiles a dû s'expliquer sur ses déclarations élogieuses à l'endroit de l'administration Bush, de même que sur ses votes pour Richard Nixon (en 1972) et pour Ronald Reagan (en 1984).

Il n'a pas cru nécessaire de justifier ses appuis à deux présidents républicains controversés, se contentant de signaler combien la situation a changé aux États-Unis « depuis le début de 2001 ». Et de préciser : « Je n'ai jamais été partisan dans l'armée. J'ai servi sous des présidents démocrates ; j'ai servi sous des présidents républicains. Mais en voyant où se trouve aujourd'hui le pays et où il s'en va, je savais que je devais prendre la parole. Et quand j'ai su que je devais prendre la parole, il n'y avait qu'un parti où je pouvais le faire. »

Après cette entrée en matière, Clark a professé sa foi dans les idées progressistes du Parti démocrate sur l'avortement, la discrimination positive, l'environnement et



Wesley Clark.

la santé.

Il n'a pas convaincu tout le monde. Dans un débat subséquent, un de ses adversaires, le sénateur du Connecticut Joe Lieberman l'a accusé d'être un démocrate « par commodité politique plutôt que par conviction ».

Wesley Clark a également dû fournir des explications sur ses déclarations contradictoires sur la guerre en Irak. Au lendemain de l'annonce de sa candidature, il a confié à des journalistes qu'il aurait donné son appui à une intervention militaire s'il avait été au Congrès à l'automne 2002. Le surlendemain, il est revenu sur ces propos

en jurant qu'il n'aurait « jamais voté pour la guerre ».

Pour un candidat qui mise sur son expertise en matière de sécurité nationale, c'était un début fort peu prometteur.

Une grande ambition

Doté d'un profil photogénique, d'une parole facile et d'une expertise incontestable, l'ex-général Wesley Clark doit une partie de sa célébrité à son rôle d'analyste militaire pour la chaîne CNN. Avant et pendant la guerre en Irak, il a notamment critiqué l'approche unilatéraliste de l'administration Bush et sa précipitation à attaquer

La sorcière d'Oslo



ANDRÉ NOËL

INCROYABLE
MAIS VRAI

Depuis quelques mois, les garderies du Québec vivent dans la crainte du gros méchant ogre déguisé en premier ministre aux cheveux bouclés, qui menace de manger tout rond leurs subventions. Leurs budgets sont déjà tellement serrés qu'elles doivent y penser à deux fois avant d'acheter des citrouilles pour l'Halloween.

Elles devraient déménager en Norvège. Dans cette contrée lointaine où gambadent les gentils trolls, le bon roi ne se contente pas d'engraisser les jardins d'enfants avec des millions de couronnes. Il finance aussi les potions de bave de limace, d'oeil de crapaud et de pattes d'araignée.

Une habitante du royaume, Lena Skarning, a pu profiter de cette manne magique. La brunette de 33 ans, qui n'a pourtant pas le nez croché, est sorcière de son métier. Elle concocte des philtres depuis 13 ans dans son laboratoire d'Oslo, la capitale. Jusqu'à récemment, elle les écoulait sans problème aux futurs mariés qui redoutaient de ne pas être à la hauteur lors de leur nuit de noces.

Mais les temps sont durs, même pour les sorcières. Son commerce s'est mis à battre de l'aile comme une chauve-souris qui aurait heurté un manche à balai. C'est peut-être l'effet de la mondialisation. Le Viagra n'a pas seulement infiltré les chaumières d'Amérique : il a envahi le fief des elfes. Ces derniers préféreraient-ils les petites pilules bleues aux décoctions de M^{me} Skarning ?

L'Agence France-Presse ne le précise pas. La dépêche révèle cependant que la dame, qui a un chat blanc et des habits noirs, a frappé aux portes du Fonds de développement régional et industriel de Norvège. « Lors des enterrements de vie de garçon ou de jeune fille, je pratique des rituels et je vends des potions pour que les futurs mariés soient fertiles et amoureux », a-t-elle plaidé.

Les fonctionnaires — ensorcelés ou non — lui ont remis la somme de 53 000 couronnes (10 000 \$) pour assurer la survie de son entreprise. Ils jugeaient sans doute que celle-ci est indispensable à la reproduction des elfes, et donc à l'avenir du royaume. C'est faire preuve d'un sens politique peu commun, que l'on ne retrouve pas, en tout cas, de ce côté-ci de l'Atlantique.

Ainsi subventionnée, M^{me} Skarning devrait élaborer une recette pour calmer l'appétit des ogres. Suggérons des tranches d'amanites tue-mouche, mêlées à des vesses-de-loup et des mandragores. Il y a là un marché mondial à développer. Même à prix fort, les garderies du Québec seraient certainement prêtes à acheter quelques gouttes de cette potion, quitte à se passer de citrouilles pour les années à venir.



VINCENT MARISSAL

PLUS

L'ottawaisation des nouvelles

Prenez des mots-chocs qui, mis ensemble, exercent une grande fascination dans l'univers politique canadien. Par exemple : Québec, Ottawa, référendum, OUI, armée. Brassez tout ça ensemble, selon une recette éprouvée, dans un livre bien ficelé au titre provocateur et servez bien chaud dans un Parlement friand d'histoires croustillantes. Voilà ! Vous avez une controverse ! Et une magnifique publicité gratuite pour votre nouveau bouquin.

On appelle ça parfois du journalisme d'enquête, mais on pourrait aussi baptiser ce procédé : « ottawaisation » de l'information. Il s'agit d'un phénomène particulier aux collines parlementaires, des endroits où tout le monde « spin » tout le monde, où la moindre rumeur devient manchette, où la théorie du complot est florissante et où une conversation *off the record* sert d'armature centrale à un échafaudage bancal d'histoires non vérifiées et non vérifiables.

Le phénomène est très fort à Ottawa en cette fin de règne de Jean

Chrétien, il suffit de fréquenter les quelques restaurants autour du parlement pour le constater. Leurs menus sont toujours aussi inintéressants au plan gastronomique, mais leurs salles à manger offrent ces jours-ci un spectacle fascinant de qui parle à qui, qui mange avec qui, qui échange ses numéros de cellulaire, qui fait un détour pour

Et tout le monde se demande : alors, c'est vrai cette histoire d'armée ?

serre la main d'un tel ou pour éviter unetelle, qui est du clan Martin, qui est du clan Chrétien, qui survivra, qui est déjà mort, qui vient de réapparaître, qui va disparaître... Ça grenouille presque autant que dans les belles années de Versailles.

C'est dans ce contexte surréaliste que sort le dernier livre de Lawrence Martin, un des grands spécialis-

tes de « l'ottawaisation » de l'information. C'est bien le même auteur qui avait écrit en 1997 un livre (*The Antagonist*) pour dire, essentiellement, que Lucien Bouchard était un être profondément dérangé et probablement dangereux à partir du rapport d'un psychiatre de Toronto qui n'a jamais rencontré Lucien Bouchard.

Cette fois, le livre de M. Martin prétend que le gouvernement Chrétien aurait envoyé l'armée au Québec advenant une victoire du OUI au référendum de 1995. La sensationnelle révélation vient d'une conversation avec le ministre de la Défense de l'époque, David Collenette. Dans le jargon journalistique, on appelle ça une nouvelle sexy. Une nouvelle étirée, mais néanmoins irrésistible. L'auteur n'a pas vu le fameux plan d'intervention militaire ni aucun document gouvernemental, il n'a pas de confirmation *on ou off the record* de membre des forces armées, il se base sur une citation énigmatique du mi-

nistre Collenette et glisse la bombe dans son livre comme s'il s'agissait en fait d'une anecdote banale.

Et tout le monde se demande : alors, c'est vrai cette histoire d'armée ? Jean Chrétien dit que c'est de la « bullshit », Lawrence Martin maintient sa version et David Collenette, qui détient la clé de l'énigme, ne dit rien.

La vérité est quelque part entre les trois acteurs de cette affaire : Jean Chrétien n'avait pas de plan pour envoyer l'armée au Québec, David Collenette et quelques fonctionnaires zélés ont joué avec leurs soldats de plomb pour simuler une intervention post-référendaire et Lawrence Martin, qui a parlé à M. Collenette, l'a écrit. Ça fait une bonne histoire et ça fait vendre des livres.

Ce n'est pas la première fois que le spectre des forces armées plane sur le débat fédéraliste-souverainiste. En 1980, le clan du OUI avait accusé Ottawa d'organiser des manœuvres militaires pour intimider les Québécois.

Idem en 1995, à quelques semaines du référendum, Jacques Parizeau avait dénoncé les « tactiques de provocation d'Ottawa » après une manœuvre nocturne de deux hélicoptères à Montréal. En 1992, Brian Mulroney avait quant à lui ordonné aux troupes de rester dans leurs casernes pendant le référendum de Charlottetown pour ne pas se faire accuser de manœuvres politiques.

Évidemment, le Bloc québécois a sauté sur cette histoire de Lawrence Martin comme un boulimique sur une barre Mars, trop heureux d'avoir enfin quelque chose à se mettre sous la dent. Il est vrai que les bloquistes sont discrets depuis quelque temps et qu'ils vivent aux Communes des miettes laissées par le service de recherche de l'Alliance canadienne pendant la période des questions, mais il est tout de même cocasse de les voir se délecter des écrits d'un homme qu'ils ont voulu lapider il y a quelques années à peine parce qu'il avait traité leur chef de dérangé.

Histoire d'un vieux couple ordinaire

Hans et Frans comptent se marier le 10 décembre 2005

Faut-il ou non autoriser les mariages gays ? Pendant que le Canada se trouve devant ce dilemme, aux Pays-Bas, pas loin d'un mariage sur 12 est conclu entre des conjoints du même sexe. Quand ça ne marche pas, on divorce, comme chez les hétéros.



ISABELLE HACHEY

ENVOYÉE SPÉCIALE

AUX PAYS-BAS

HAARLEM — Le tic-tac de l'horloge berce la salle à manger, un vieux chat endormi se pelotonne sur une chaise. Ils habitent une grande maison de Haarlem, à 15 minutes d'Amsterdam. Après 23 ans de vie commune, ils forment un « vieux couple », tout ce qu'il y a de plus ordinaire. Ils ont deux enfants, Selma et Anouk, deux jolies petites filles qu'ils adorent. Ils se connaissent par coeur.

Devant un café qui refroidit, ils se taquinaient gentiment. Comme tous les vieux couples. « Pour moi, ce n'est pas seulement une déclaration, comme pour Hans. Pour moi, c'est romantique », dit Frans, une légère pointe d'irritation dans la voix. Hans éclate de rire. « Tu es encore romantique ! » lui dit-il en souriant. « Oui ! Et si je me marie, je le ferai pour moi et pour personne d'autre », rétorque Frans, l'air boudeur.

Hans Warmerdam et Frans Algra se sont rencontrés à l'université, en 1980, et seraient sans doute mariés depuis longtemps si la loi leur avait permis de le faire. C'aurait été plus facile. « D'un coup de crayon, tout est réglé : les fonds de retraite, les droits de succession et le reste », dit Hans. Nous nous sommes occupés de ces choses-là depuis longtemps, et nous n'avons pas besoin de l'approbation de l'État néerlandais pour vivre ensemble. Mais aujourd'hui, nous voulons faire une déclaration à la société et à nos proches. Leur montrer que deux hommes peuvent être heureux et vivre une vie de couple normale, que le mariage n'appartient pas seulement aux hétérosexuels. »

Frans, le romantique, rêve plutôt d'une grande fête sur un bateau, qui glisserait sur les canaux des Pays-Bas. Il n'a pas encore songé à la lune de miel, mais aimerait bien voir la neige du Québec. Et comme ils se marieront en hiver... le 10 décembre 2005, précisément, pour fêter 25 ans de vie commune. Rien ne les empêche, désormais, puisque les Pays-Bas ont légalisé les mariages gays en avril 2001. Depuis, célébrer des noces homosexuelles est devenu monnaie courante, voire banal au pays des moulins à vent. Une routine. Un non-débat.

Près de 8 % de tous les mariages aux Pays-Bas sont célébrés entre personnes du même sexe, selon les militants gays du pays. Comme les hétéros, ils organisent de grandes réceptions, partent en voyage de noces, font des projets d'avenir et, quand ça tourne mal, divorcent. Premiers homosexuels du monde à pouvoir se marier, certains ont en effet aussi le triste honneur d'être



Tijana Schouten et Llonka Brouwer ont uni leurs destinées le 27 avril 2001, aux Pays-Bas. Hans Warmerdam et Frans Algra, eux, ont choisi le 10 décembre 2005, pour fêter leurs 25 ans de vie commune.

les premiers à divorcer — et même parfois à devoir payer des pensions alimentaires. Mêmes droits, mêmes devoirs.

Pas un enjeu

« L'homosexualité n'est rien. Ce n'est tout simplement pas un enjeu », tranche Hans. Facile à dire dans l'un des pays les plus progressistes et libéraux du monde, qui a été à l'avant-garde sur les questions de l'euthanasie, des drogues douces et de la prostitution — des enjeux qui, comme les mariages gays, continuent de déchirer bien des sociétés occidentales, mais qui font rarement des vagues aux Pays-Bas.

Amsterdam n'est-elle pas la capitale mondiale des gays ? « D'un point de vue commercial, peut-être, avec tous ses bars, restaurants et saunas », dit Frans. Mais, sous cette clinquante surface, Amsterdam n'est pas différente des autres villes. « Ici comme ailleurs, il existe encore plein de préjugés envers l'homosexualité. Les gens pensent que c'est une maladie, qu'on veut être une femme, qu'on ne peut pas être monogame », soupire Hans. « Le jour de la naissance de Selma, il y a sept ans, un journal racontait que les enfants élevés par des homo-

sexuels deviendraient voleurs ou meurtriers ! »

Et puis, la proverbiale permissivité du pays est remise en questions par les Néerlandais eux-mêmes, surtout depuis le choc provoqué l'an dernier par le meurtre du leader populiste Pim Fortuyn. Comme si la société avait atteint les limites de sa tolérance. Cela n'inquiète pas Hans outre mesure. « Le mariage gai s'inscrit dans la tradition d'émancipation des minorités, comme les droits égaux accordés aux juifs, aux catholiques et aux femmes dans le

Célébrer des noces homosexuelles est devenu monnaie courante, voire banal au pays des moulins à vent.

passé. C'est un mouvement presque irrésistible, très difficile à renverser », dit-il.

La Belgique est le seul autre pays du monde à avoir légalisé les mariages gays. Au Canada, seuls l'Ontario et la Colombie-Britannique les autorisent, du moins pour le moment. Le gouvernement fédéral projette de légaliser les unions homosexuelles au

printemps, malgré une forte opposition de la droite. Mais le Parlement est divisé. En septembre, les Communes ont rejeté in extremis une motion déposée par l'Alliance canadienne qui voulait définir le mariage comme « ne pouvant être une union qu'entre un homme et une femme ».

Les enfants

Les opposants craignent que les mariages gays brisent les familles traditionnelles, que les enfants élevés par des couples homosexuels en soient troublés. Hans soupire encore.

Sur le buffet trône la photo de ses deux fillettes, tout sourire. « Nous cherchions une mère porteuse. Deux amies cherchaient un donneur. Nous avons décidé de le faire ensemble et nous avons établi des règles. En théorie, on voit nos filles un week-end sur deux. Mais en pratique, ça ne se passe pas ainsi, puisque leurs mères habitent notre rue. » Selma et Anouk ont deux papas et deux mamans, comme bien des enfants de familles éclatées, et ne s'en portent pas plus mal, assure-t-il.

« Le problème, c'est que nous n'avons aucun droit légal sur nos enfants », admet-il. Cela n'est pas l'idéal, mais malgré la nouvelle loi, l'adoption est presque impossible

pour les couples homosexuels. « Aux Pays-Bas, il y a très peu d'enfants à adopter. À l'étranger, c'est aussi très difficile. La Chine, un des plus gros pays pour l'adoption, refuse de donner des enfants aux homosexuels. Aux États-Unis, il y a des agences, mais elles exigent des sommes astronomiques. » Malgré les difficultés, environ 20 000 enfants seraient élevés par des couples gays aux Pays-Bas, surtout par des lesbiennes.

À ceux qui affirment que la fonction essentielle du mariage est la procréation, Hans rétorque qu'on devrait alors l'interdire aux vieux, aux veufs, aux infertiles. « Ceux qui avancent ces arguments sont les mêmes qui disaient que la femme devait rester à la maison et écouter son homme. »

Frans ressert du café. Hans allume un petit cigare. Comme des millions de gays dans le monde, les deux hommes sont remarquablement ordinaires. Une évidence que les opposants au mariage gai refusent d'admettre. Et voici une dernière évidence : si Hans et Frans ont décidé de se marier après 25 ans, c'est tout simplement parce qu'ils s'aiment. Et que ça ne fait de mal à personne.

PHOTO PRESSE CANADIENNE

PLUS

DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout

DES CHIFFRES QUI PARLENT

20

C'est le nombre de semaines d'attente, en moyenne au Québec, entre la visite chez un omnipraticien et le moment où l'on reçoit des soins. La moyenne canadienne est de 17,7 semaines.

200 000

C'est le nombre approximatif de prisonniers forcés de travailler dans des goulags découverts cette semaine en Corée du Nord.

ICI ET AILLEURS



AP ©

NEW YORK

Les punks, vus du sud

Montréal a eu l'honneur, cette semaine, de faire parler de lui dans les pages du célèbre *New York Times*. Tout ça grâce aux punks, dont les frasques ont intrigué le quotidien new-yorkais au point qu'il leur a consacré une longue tartine. Où l'on apprend, entre autres, que de nombreux jeunes Québécois se sentent isolés parce qu'ils ne parlent pas anglais, et qu'ils se sentent donc coincés au Québec. D'où leur besoin de s'éclater un peu. Élémentaire, mon cher Watson.

JÉRUSALEM

Si le caleçon vous fait

Il n'y a pas de petites économies. Soumis à un programme d'austérité radical, le ministère israélien de la Défense a décidé d'équiper ses militaires de caleçons longs usagés rachetés, à bas prix, à l'armée américaine.

Le lot de sous-vêtements d'hiver passera, bien entendu, dans les tambours des machines à laver de Tshah (l'armée israélienne) avant d'être distribué aux soldats. Il n'y a aucune honte à porter des caleçons déjà utilisés sur un autre front, a assuré un responsable de l'armée.

Si l'armée israélienne a été réduite à s'équiper à la fripe, c'est que la guerre a durement éprouvé l'économie du pays. Question : si, comme l'a indiqué cette semaine le général Rumsfeld, l'occupation de l'Irak devait se prolonger, les GI retrouveront-ils un jour leurs vieux caleçons, par retour à l'expéditeur?



AP ©

QUÉBEC

Partis, les conservateurs

Les conservateurs de la région de Québec se sont réunis la semaine dernière dans un hôtel de Québec pour célébrer la nouvelle union de la droite. Ils semblaient si peu nombreux dans le petit sous-sol de l'hôtel qu'un client de l'hôtel, passant par hasard devant le salon à moitié vide, n'a pu s'empêcher de commettre ce jeu de mots : « Ce qu'il y a de plus authentique dans le nouveau nom du Parti conservateur, c'est le mot parti. » Au Québec, depuis la belle époque de Mulroney et Campbell, les conservateurs sont bel et bien partis.

ILS, ELLES ONT DIT...

Croyant

« Je savais que mon Dieu est un vrai Dieu et que son Dieu n'était qu'une idole. » — Le général américain William G. Boykin, à l'époque où les troupes américaines débarquaient en Somalie.

Sincère

« Aujourd'hui, nous manquons d'indicateurs pour mesurer si nous sommes en train de gagner ou de perdre la guerre contre le terrorisme global. » — Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld.

Candide

« Je n'emprunte jamais sur une carte de crédit, parce que c'est trop cher. » — Matt Barrett, chef de la direction de la banque Barclays, devant une commission parlementaire britannique enquêtant sur les taux d'intérêt excessifs imposés par les banques sur leurs cartes de crédit.

EN HAUSSE... EN BAISSÉ



REUTERS ©

> GEORGE W. BUSH



Le président américain n'a pas l'habitude d'occuper la case « en hausse » de cette chronique. Mais c'est le seul leader au Sommet de l'APEC à avoir confronté le président de la Malaisie Mohamad Mahathir après ses propos au sujet des « Juifs qui contrôlent le monde par procuration ». Le premier ministre Jean Chrétien lui a serré la main sans dire un mot.



LA PRESSE ©

> GÉRALD TREMBLAY



O.K., ce n'est pas encore la débandade à l'hôtel de ville. Mais ça ne va pas très bien non plus. Deux ans après son élection, le parti du maire vient de se retrouver en minorité au Conseil municipal.



PHOTO MICHEL GRAVEL, ARCHIVES LA PRESSE

Louis Bernard a imaginé une proposition qui, si elle était appliquée telle quelle à Montréal, ferait du maire Gérard Tremblay — ou de son successeur — un « super maire ».

DÉFUSIONS

La recette magique de Louis Bernard

La commission parlementaire sur les défusions a pris fin cette semaine. Cent mémoires et 85 présentations plus tard, le gouvernement Charest croit avoir résolu la quadrature du cercle : trouver une formule qui plaira tant aux défusionnistes qu'aux tenants des nouvelles villes.



FRANÇOIS CARDINAL

ANALYSE

En brandissant un cube Rubik sous le nez du gouvernement péquiste, en octobre 2000, le député libéral Jacques Chagnon tentait de discréditer le rapport sur les fusions municipales signé par le mandataire du gouvernement péquiste Louis Bernard.

« Comment le citoyen pourra-t-il faire pour se démêler ? » se demandait-il alors, en s'adressant au premier ministre Lucien Bouchard. Il était loin de se douter, à ce moment-là, que trois ans plus tard, son gouvernement s'en inspirerait pour tenter de se sortir du borborygme des défusions.

Faisant fi du passé, le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, semble en effet avoir jeté son dévolu sur une proposition qui émane directement du fameux rapport qui, à l'époque, avait été descendu en flèche par ses collègues. Jeudi, lors de la conclusion de la commission parlementaire sur les défusions, le ministre laissait clairement entendre que le mémoire présenté par Louis Bernard pourrait servir de base aux modifications qu'il entend apporter au projet de loi 9 sur les défusions d'ici la mi-novembre.

« Les représentants des nouvelles villes pourraient dire à l'égard de cette proposition que c'est la formule qu'ils aiment puisque c'est celle qu'ils sont venus défendre ici », s'est réjoui le ministre Fournier.

« De l'autre côté, ceux qui sont venus dire qu'ils étaient pour la défusion trouvent aussi cette formule formidable. Là où tous voient des oppositions, il y a peut-être lieu d'avoir une solution qui met à l'aise une majorité de personnes. »

Précisons tout de suite qu'il n'est pas question ici du rapport Bernard comme tel, mais plutôt du court mémoire de huit pages que l'ex-mandataire a remis sur la table, de sa propre initiative, il y a un peu plus d'un mois. Cela dit, cette nouvelle proposition s'inspire énormément du rapport Bernard, première mouture. Et elle est tout aussi complexe.

La chèvre et le chou

Que suggérerait donc ce fameux rapport que M. Fournier présente aujourd'hui comme une quasi-panacée ? L'auteur du document précisait le mois dernier que toute sa démarche avait été établie autour d'une question : « Comment rem-

plir l'engagement d'accorder aux citoyens le choix entre la fusion et la défusion tout en préservant les grandes villes ? »

Cette question en tête, M^e Bernard a donc imaginé une proposition qui, si elle était appliquée telle quelle à Montréal, ferait du maire Gérard Tremblay — ou de son successeur — un « super maire ». Pas par l'amplitude de ses pouvoirs, mais plutôt parce qu'il chapeauterait des « petits maires » qui eux, dirigeraient les territoires aujourd'hui appelés arrondissements.

Selon le scénario Bernard, des référendums auraient lieu tel que prévu dans l'actuel projet de loi 9. Mais au lieu d'aboutir à une véritable défusion, ils engendreraient deux catégories de territoires. Des arrondissements, qui diffèrent de ceux qui existent actuellement. Et des villes-arrondissements, soit des municipalités avec moins de pouvoirs que ceux exercés aujourd'hui par une ville.

Selon une formule alambiquée de M. Bernard, les premiers arrondissements seraient qualifiés d'« intravilles », et les seconds d'« extravilles ». « Je pense qu'à ce moment-là, le gouvernement remplit sa promesse mais évite ce qui pourrait résulter de cette promesse-là... », a expliqué l'auteur de ce modèle municipal devant la commission parle-

« Comment remplir l'engagement d'accorder aux citoyens le choix entre la fusion et la défusion tout en préservant les grandes villes ? »

mentaire.

Là où la population voterait en faveur de la défusion, on se retrouverait avec des entités administratives jouissant d'un statut juridique, ce qui leur permettrait d'exercer les pouvoirs que la loi attribue normalement à une municipalité, sans que la ville-centre ne puisse dire quoi que ce soit. Elles pourraient par exemple prélever un impôt foncier sur tous les immeubles du territoire et gérer l'ensemble des services de proximité aux citoyens (dénégement, délivrance de permis, zonage local, entretien du réseau routier local, etc.).

Mais — et c'est là que M. Bernard tente de rallier les pro-fusions —, les villes-arrondissements continueraient d'être taxées directement par la grande ville. Suivant le précepte du « no taxation without representation », tous les citoyens de l'île auraient droit de vote pour le « super maire » et pour les élus du conseil municipal, en plus de pouvoir élire leur « petit maire ».

Telles des poupées gigognes, une ville s'emboîterait alors dans une ville plus grande. Lors d'un vote sur l'avenir de leur ville, les citoyens auraient le choix : ou bien ils demeurent un arrondissement à l'intérieur de la grande ville, ou bien ils deviennent les citoyens d'une ville associée par des liens fiscaux et politiques à la grande municipalité.

« Ainsi, on serait certain que, quel que soit le résultat des référendums, on ne détruirait pas les grandes villes », estime Louis Bernard.

Porte de sortie

M. Bernard a beau être étiqueté comme péquiste, il n'en reste pas moins qu'il offrirait au gouvernement, avec sa formule, la porte de sortie tant recherchée.

M. Fournier ne le dira jamais, pas plus que le premier ministre Jean Charest, mais le dossier des défusions est une véritable épine au pied du gouvernement, qui ne souhaite qu'une chose : respecter cette promesse électorale sans toucher aux nouvelles villes. Et qui n'a jamais décrié la réforme municipale de l'ex-ministre Louise Harel comme une erreur.

À sa sortie de la commission, jeudi, M. Fournier jubilait presque en parlant du mémoire de Louis Bernard. « Ce n'est ni plus ni moins que la survivance de la nouvelle ville aux fins des services et de la fiscalité d'agglomération », se réjouissait-il.

Mais ce compromis entre fusion et défusion, cette formule magique destinée à préserver la chèvre et le chou, pourrait jouer des tours au gouvernement Charest. Le modèle Bernard peut évidemment rallier tous ceux qui sont venus vanter les mérites des nouvelles villes. Maires, organismes économiques et syndicats pourraient en effet y voir un intéressant compromis, puisqu'ils considèrent depuis un moment que le projet de loi 9 est un aller simple vers les défusions. Toutefois, les défusionnistes, qui se sont fait promettre la lune — ou qui ont cru qu'on la leur promettait —, pourraient aussi bien rejeter ce compromis.

Le ministre Fournier a pris tant de temps avant d'affirmer que le statu quo ante n'était pas possible qu'ils sont encore très nombreux aujourd'hui à croire qu'ils retrouveront leur ex-ville après un référendum gagnant. N'importe quel compromis pourrait donc être vu comme une véritable trahison par ceux qui ont soutenu les libéraux en espérant retrouver les frontières de leur vieille ville. Pour l'instant, ni les défusionnistes ni les élus des grandes villes n'ont réagi à ce nouveau scénario. Mais parions qu'ils brandissent déjà leurs cubes Rubik...

Le soldat abandonné

Roméo Dallaire, témoin impuissant d'un génocide

Il y a 10 ans, le lieutenant-général Roméo Dallaire s'embarquait pour le Rwanda. Laissé à lui-même par les grandes puissances qui ignoreront ses appels à l'aide, il assistera, impuissant, au génocide de 800 000 Rwandais. Dans *J'ai serré la main du diable*, *La Faillite de l'humanité*, Roméo Dallaire dénonce l'indifférence du monde envers l'Afrique. « Sommes-nous tous des êtres humains ou certains d'entre nous le sont-ils plus que d'autres ? » demande-t-il.



LOUISE LEDUC

« Le Rwanda ? Mon âme y est toujours. Mon grand rêve — et ça va se faire — est de retourner y vivre un jour. En pèlerin, dans les collines, à vivre de petites *jobbines*. Parce que la vraie vie, c'est là-bas, là où les gens souffrent, là où les gens n'ont pas de quoi vivre. Si au moins j'avais pu faire mon deuil, si au moins j'avais pu aller me recueillir sur la tombe des gens... »

En quelques mois, en 1993 et 1994, Roméo Dallaire aura vécu « la trahison, l'échec, la naïveté, l'indifférence, la haine, le génocide, la guerre, l'inhumanité, le mal ». Il en a été brisé, au point où, en 2000, il était retrouvé gisant dans un parc de Hull, fortement intoxiqué. Aujourd'hui, il va aussi bien que peut aller quelqu'un qui a vu le massacre à la machette de 800 000 hommes, femmes et enfants.

« Je prends des médicaments et j'ai à peu près recouvré la santé, explique-t-il en entrevue à *La Presse*. J'espère un jour retrouver la sérénité, apprendre à vivre avec ce que j'ai vu. »

Sa colère et ses nerfs toujours à vif nous valent aujourd'hui, en plus de 650 pages — il en avait écrit 4000 au départ ! — la chronique d'un génocide annoncé.

En 1993, donc, Roméo Dallaire partait au Rwanda comme un seul homme. Littéralement. « J'appris avec stupéfaction que le Canada avait l'intention de n'envoyer qu'un seul soldat. Oui, un seul : moi », écrit-il.

Pour l'aider dans sa mission, une force symbolique ne partageant pas une langue commune et constituée d'une poignée de Belges — « constamment appréhendés dans des boîtes de nuit » —, de braves Ghanéens et des troupes du Bangladesh, dont les véhicules blindés tombaient sans cesse mystérieusement en panne — « nous avons appris par la suite qu'ils les sabotaient en plaçant des chiffons dans les tuyaux d'échappement ».

Les hélicoptères n'arriveront au Rwanda, eux, qu'à la fin de mars 1994... pour repartir le jour où la guerre éclata, en avril.

Besoin de camions ? Vite l'Angleterre ! « Les Britanniques offrirent

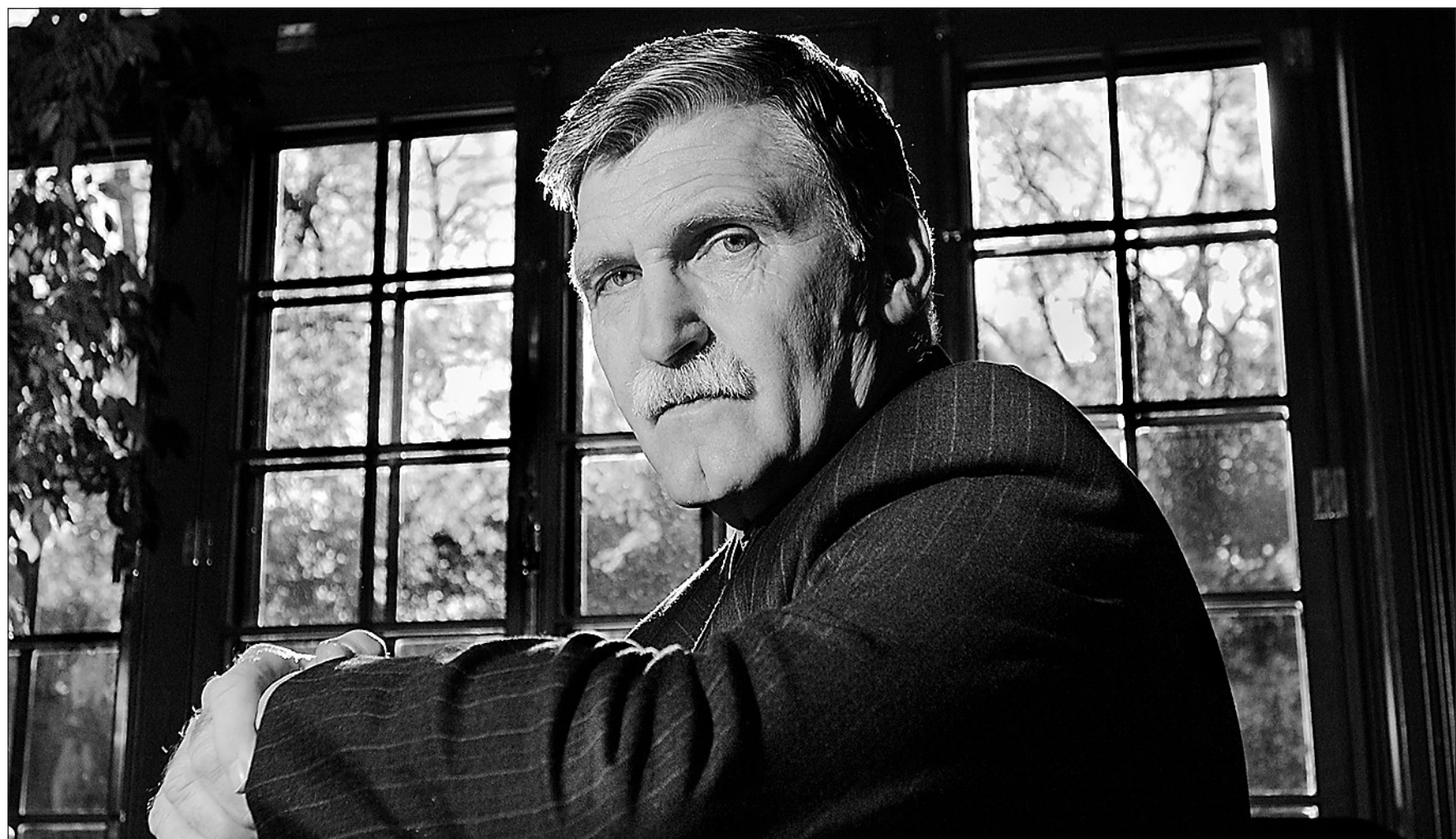


PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

« Le Rwanda, mon âme y est toujours », constate Roméo Dallaire, dix ans après le massacre à la machette de 800 000 hommes, femmes et enfants.

des camions Bedford datant du début de la guerre froide. Nous étions en 1994, et ils étaient juste bons pour une exposition dans quelque musée militaire (...) Ils tombèrent irrémédiablement en panne jusqu'à ce qu'il n'en reste plus un seul en service. »

« J'appris avec stupéfaction que le Canada avait l'intention de n'envoyer qu'un seul soldat. Oui, un seul : moi. »

Or, Roméo Dallaire le dit et le répète : avec 2600 soldats bien entraînés et bien équipés, il aurait pu éviter le génocide de 800 000 personnes. Une fois les massacres commencés, 5000 lui auraient suffi à ramener le calme.

Il le savait, l'ONU le savait, les grandes puissances le savaient. Seu-

lement, comme le lui signala un jour un officier américain, la vie de 800 000 Rwandais ne valait pas de risquer la vie de plus de 10 soldats. Le calcul était le même pour Bruxelles, qui, après 10 morts, décréta que la vie des Rwandais ne justifiait pas de risquer la vie d'un seul autre soldat belge. Ma seule conclusion est que nous avons besoin d'une transfusion d'humanité ».

Pour Roméo Dallaire, les Rwandais n'étaient pas, comme pour trop d'Occidentaux, « une masse informe de Noirs démunis vivant dans un endroit dénué d'intérêt, mais des gens normaux, tout comme ma famille et moi, possédant tous les droits et toutes les attentes des êtres humains qui appartiennent à notre espèce déchirée. »

La mort, au téléphone

Il s'agissait pour beaucoup de gens qu'il avait au surplus côtoyés personnellement et dont il devenait le

témoin impuissant de leur mort. « Il était terrifiant et totalement surréaliste de parler à des personnes que l'on connaissait, de les entendre supplier pour obtenir de l'aide et de ne pouvoir rien faire, sauf les rassurer en leur disant que les secours arrivaient et, ensuite, d'entendre des cris, des tirs et puis le silence au bout de la ligne. On raccrochait en état de choc. Le téléphone sonnait de nouveau et la même tragédie se répétait. »

Roméo Dallaire avait bien envoyé des dizaines de « câbles » à l'ONU, à New York. En vain, chaque fois : les puissances du monde ne supportent plus la pression médiatique consécutive à la mort de quelques soldats. « Ça en dit long sur la profondeur de notre engagement. »

La guerre civile rwandaise est survenue six mois après la guerre en Somalie, à un moment où les Américains ne voulaient plus rien risquer. Le Canada, lui, avait déjà 4000 soldats en mission un peu

partout, au Cambodge, en Bosnie, en Haïti, etc.

Et c'est là, dans cet éparpillement, selon Roméo Dallaire, que réside tout le problème, pour le Rwanda, à l'époque, comme pour le Congo aujourd'hui. « Notre stratégie à nous, du Canada, aurait été d'aller au Congo, et de laisser d'autres pays s'occuper de l'Afghanistan. Nos compétences en résolution de conflit, notre connaissance de l'Afrique, de ses langues, auraient été beaucoup plus utiles là-bas. Nous aurions pu renverser la situation et prévenir la mort de centaines de milliers de gens. »

Incapable de prendre ses distances des Américains, le Canada est donc en Afghanistan et continue de se disperser avec de très faibles moyens. Ça donne ce que ça donne : « une armée de terre déchiquetée, abusée, dénonce Roméo Dallaire. On brûle littéralement nos soldats et leurs familles. On a 20 000 soldats dans l'armée de terre, il nous en faudrait 10 000 de plus. »

EXTRAITS

« Parfois nous devons décider qui allait vivre ou mourir »

Le 11 avril, cinquième jour du massacre. Le Conseil de sécurité et le bureau du secrétaire général ne semblaient pas savoir quoi faire. J'ai continué de recevoir des demandes de détails supplémentaires qui leur permettraient de décider d'une action concrète. Que pouvais-je leur dire de plus que tous les horribles récits déjà faits ? L'odeur de la mort sous un soleil écrasant ; les mouches, les asticots, les rats et les chiens errants qui pullulaient comme pour festoyer sur les cadavres. Par moment, j'avais l'impression que l'odeur de la mort s'infiltrait dans mon corps par tous les pores de ma peau. Mes croyances chrétiennes m'avaient toujours servi de cadre moral au cours de ma vie. Mais où était Dieu au milieu de ces abominations ? Où était Dieu dans la réponse du monde ?

Le retrait des Belges

Ce jour-là, le retrait des Belges eut pour résultat que deux mille Rwandais perdirent la vie. Après le 7 avril, en compagnie de quelques expatriés, ils avaient trouvé refuge dans un camp belge installé dans l'école Don Bosco. Ce matin-là, des soldats français arrivèrent à l'école pour évacuer les ressortissants étrangers. Après le départ de ceux-ci, le commandant de la compagnie, le capitaine Lemaire, a appelé son supérieur, le lieutenant-colonel Dewez, pour obtenir la permission que sa compagnie aille

renforcer les abords de l'aéroport.

Il se garda bien de faire mention des 2000 Rwandais que ses troupes protégeaient à l'intérieur de l'école. Dewez accepta et, dès le départ des troupes, l'Interahamwe (jeunes gens militants de l'aile jeunesse du MRND, le parti au

Le 12 avril est un jour à marquer d'une pierre blanche : le monde qui, au départ, se désintéressait déjà du Rwanda, l'abandonnait à son sort.

pouvoir, entraînés en endoctrinés dans la haine malade des Tutsis. Signifie « ceux qui attaquent ensemble en kinyarwanda ») fit irruption dans le camp et massacra presque tous les Rwandais. Malgré mes rapports écrits et verbaux qui décrivaient une situation catastrophique et des événements tels que celui de l'école Don Bosco, à New York, il n'était toujours pas question de renforcement.

Inondés de messages

À maintes occasions, Maurice Baril, chef de la division militaire du Départe-

ment des opérations de maintien de la paix de l'ONU, m'avait très clairement fait comprendre que personne ne s'intéressait au Rwanda. Désormais, comme les risques augmentaient, l'intérêt pour ce pays s'amenuisait. Si, comme on me l'indiquait, toute possibilité de renforcement ne représentait pas une priorité, je voulais m'assurer que nous abandonner ne faisait pas partie du programme. Il y avait un manque évident de leadership à New York.

Nous les avions inondés de messages et de rapports et n'avions rien reçu en retour : aucun équipement, aucun renforcement, aucune décision. Afin que mes troupes participent à l'évacuation, j'ai signé cette nuit-là de nouvelles règles d'engagement. Elles leur donnaient la permission de désarmer les belligérants et d'intervenir par la force après avoir tiré des coups de semonce. Elles permettaient aussi aux commandants de secteurs de décider de la quantité de soldats nécessaires. La question qui se posait néanmoins était de savoir si j'avais le droit de changer mes propres règles d'engagement pour la période d'évacuation (...)

Apocalypse

Le 12 avril est un jour à marquer d'une pierre blanche : le monde qui, au

départ, se désintéressait déjà du Rwanda, l'abandonnait à son sort. L'évacuation rapide des ressortissants étrangers fut le signal pour les tortionnaires que la route vers l'apocalypse était libre. Cette nuit-là, un sentiment de culpabilité lancinante m'empêcha de dormir (...)

Je détestais tout particulièrement la façon dont les dirigeants mondiaux ainsi que les bureaucrates des gouvernements étrangers essayaient de me contacter directement, de me donner des ordres, de me menacer ou bien de m'intimider pour que j'aie à sauver quelques Rwandais de leur connaissance. Pourquoi une personnalité importante aurait-elle eu priorité sur n'importe quel autre citoyen en péril ? Je laissais à Brent le soin de choisir. Il est devenu particulièrement doué pour le sauvetage des religieuses, ce qui lui a valu la reconnaissance éternelle de beaucoup d'ordres religieux dans le monde. Aux yeux de Brent, il n'y avait rien de pire que de retarder l'exécution d'une mission d'un jour ou deux, soit par manque de moyens, soit en raison d'un niveau de danger élevé à l'endroit en question, et de retrouver les personnes qu'on devait sauver récemment exécutées. Nous ne sommes que des hommes. Nous ne pouvons pas bien jouer au bon Dieu. Hélas ! Parfois, la situation exigeait que nous choissions qui allait vivre et qui allait mourir.

« Ma mission n'est pas terminée »

Parallèlement à l'écriture de ses mémoires, Roméo Dallaire s'est consacré ces derniers temps à son travail à temps partiel au ministère de la Coopération internationale, à la défense des enfants affectés par la guerre. En janvier, il se rendra en Tanzanie, au tribunal international d'Arusha, où sont jugés les criminels de guerre rwandais.

« Ma mission formelle envers les Rwandais ne s'est pas terminée avec la fin de mon contrat avec l'ONU en 1994, ni avec mon retrait des forces armées en 2000. Ma mission se terminera quand le Tribunal international aura recueilli mon témoignage et me dira que je peux disposer. »

Comment les 10 ans du génocide, l'an prochain, devraient-ils être soulignés ? « J'espère qu'on reparlera alors abondamment du Rwanda, que l'on redira que malgré le jamais plus répété par la communauté juive, des génocides sont encore perpétrés de nos jours. Sur une base personnelle, j'aimerais bien revoir les 12 soldats canadiens venus m'aider au Rwanda une fois que les Belges furent partis. On pourrait jaser, discuter, prendre un coup. »



PHOTO AP

Jean Bedel Bokassa avait des goûts pharaoniques. Sous cette ostentation presque comique se cachait cependant un dictateur sanguinaire.

Sept diables déchus

Qu'est-ce qui fait courir les dictateurs ?

Qu'importe les époques il y a toujours, quelque part, un certain nombre de dictateurs qui sévissent dans le monde. La plupart connaissent des années fastes, mais quelques-uns finissent aussi derrière les barreaux. Un auteur italien s'est penché sur le sort de sept d'entre eux. Une constante : aucun n'a souffert autant qu'il a fait souffrir.



MATHIEU PERREAULT
mperreault@lapresse.ca

« Des fosses communes ? Une invention », dit Mira Markovic, la femme de Slobodan Milosevic, l'ex-leader serbe.

« Peut-être que l'abolition de la religion a été excessive », dit Nexhije Hoxha, veuve de l'ancien président albanais.

« Les tontons macoutes ? C'étaient des partisans. C'est ainsi que vous les appelez en Europe ? » dit Jean-Claude Duvalier, l'ex-président haïtien.

« La démocratie fonctionne en Europe. Les traditions en Afrique sont différentes », dit Mengistu Haile-Mariam, le dictateur marxiste éthiopien déchu, surnommé le « Négus rouge ».

Riccardo Orizio en a entendu de toutes les couleurs. Au fil d'une dizaine d'années, il a interviewé sept dictateurs tombés en disgrâce : outre les quatre ci-dessus, l'Ougandais Idi Amin, Jean-Bedel Bokassa de la République centrafricaine, et Wojciech Jaruzelski, qui a imposé la loi martiale en Pologne au début des années 80. Cette année, Orizio a publié en anglais un livre sur ces « monstres ordinaires », *Talk of the Devil*.

« Ce qui m'a le plus surpris, c'est la normalité de ces sept personnes », explique le journaliste italien, qui habite un parc national du Kenya. « Ils ne semblaient pas être particulièrement fous. Certainement déconnectés de la réalité, mais tous les gens qui ont du pouvoir le sont : prenez George W. Bush, Tony Blair ou Silvio Berlusconi, aucun ne sait combien coûte une miché de pain. »

Selon M. Orizio, ces dictateurs ont en commun de représenter « un courant fort de leur génération ». « Ils ont tous l'impression d'être trahis, que leurs actions sont issues de la culture commune de leur pays, de leur génération. Ils ont le sentiment d'avoir été encouragés, appuyés, puis répudiés. Prenez Milosevic, par exemple : il doit son succès à la popularité des mythes du nationalisme serbe. Il n'était pas seul à se sentir menacé par les Croates, les Musulmans. »

Les pages les plus intéressantes du livre de M. Orizio sont celles où il décrit l'itinéraire du général Jaruzelski, dont l'inclusion dans le livre pourrait par ailleurs sembler abusive, puisqu'il n'a pas sur les mains le sang de milliers de personnes comme les six autres dictateurs. « Jaruzelski venait d'une famille bourgeoise naturellement opposée au communisme. Mais il a été forcé par l'agression nazie à choisir le voisin russe. La Pologne a toujours été fascinée par l'Allemagne d'un côté, et la Russie de l'autre. »

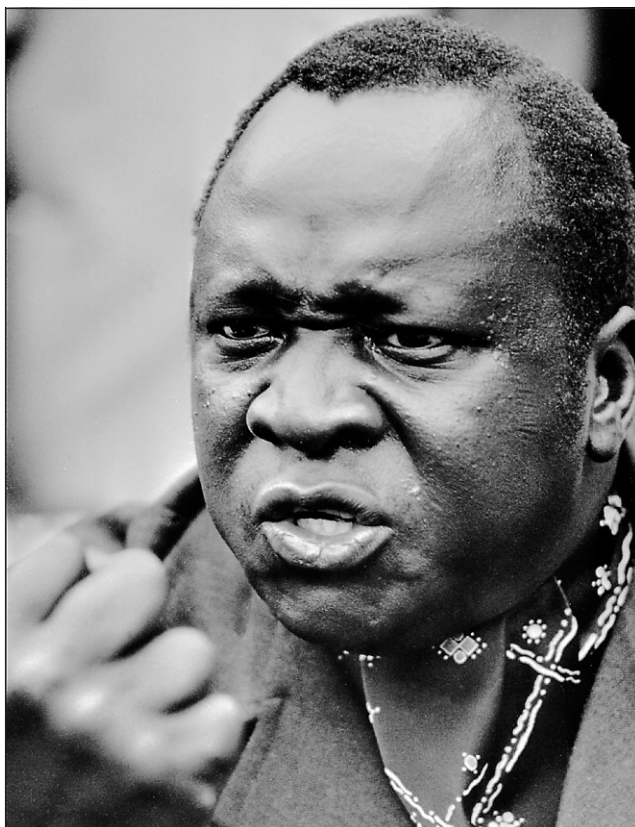
Dans son livre, M. Orizio affirme que l'URSS n'aurait pas envahi la Pologne en 1981 même si le général Jaruzelski n'avait pas proclamé la loi martiale. Ce faisant, il prend

« Je m'intéresse aux perdants de l'histoire. »

parti dans un débat qui déchire la Pologne : la loi martiale était-elle un « mal nécessaire » ?

Les femmes

Trois des sept dictateurs ont en commun d'avoir été grandement influencés par leur femme : Duvalier, Oxha, et Milosevic. Quand les Milosevic se disputaient, affirme M. Orizio, Mira Markovic se retirait dans son lit en prétendant être



Des accusations de cannibalisme ont déjà été portées contre Idi Amin Dada (à gauche), mais l'auteur Riccardo Orizio dit n'en avoir jamais trouvé la preuve. Le fils de Papa Doc, Jean-Claude Duvalier, a été dominé par sa femme et sa mère.



PHOTO AP

malade « pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que son époux admette qu'elle avait raison ». Les deux parents de Slobodan Milosevic se sont suicidés, ainsi qu'un oncle, ce qui l'a mené à un « attachement morbide » envers sa femme.

Jean-Claude Duvalier, lui, a épousé une mulâtre divorcée, issue d'une grande famille commerçante. Au grand dam de sa mère, qui était la fille d'une femme de chambre. « Il était dominé par sa femme et sa mère, intimidé par les deux, amoureux des deux », écrit M. Orizio.

En bon Italien, M. Orizio souligne les divergences de classes sociales dès que possible. Haile-Mariam, par exemple, a toujours souffert de ne pas être accepté par l'élite éthiopienne et a répliqué en lançant une grande réforme agraire qui a aggravé la famine de 1984-1985. « Comme beaucoup de leaders africains, il considère que les maux de l'Afrique s'expliquent par le tribalisme, explique M. Orizio. Il considère

que la démocratie exacerbe le tribalisme. »

Aucun des sept dictateurs n'a souffert autant qu'il n'a infligé de souffrances. La veuve Oxha a fait de la prison pour détournement de fonds, Bokassa n'a passé que quelques années derrière les barreaux, Jaruzelski est présentement en procès, les autres ont fui leur pays. « Ils ont beaucoup de choses à se reprocher, notamment d'avoir toléré et encouragé la violence, dit M. Orizio. Mais cette violence faisait partie de leur génération. C'est pour cela qu'on a tenté de leur reprocher des crimes absurdes, comme le cannibalisme dans le cas de Bokassa et Idi Amin. Je n'ai jamais trouvé de preuve de cannibalisme. Mais même s'ils en sont coupables, il faut se rappeler que c'était une pratique initiatique courante dans les milieux où ils ont grandi, à l'époque où ils ont grandi. »

Les perdants d'abord

A 42 ans, Riccardo Orizio a une feuille de route impressionnante :

correspondant de plusieurs journaux italiens prestigieux, puis de CNN. Maintenant il choisit ses sujets, ne quittant le Kenya que le temps de ses reportages.

Pourquoi s'est-il intéressé aux dictateurs déchus ? « Je m'intéresse aux perdants de l'histoire. Mes modèles sont Ryszard Kapuscinski, VS Naipaul, Doris Lessing ou Paul Theroux (quatre journalistes et écrivains qui ont soit beaucoup voyagé, soit beaucoup écrit sur l'Afrique), qui m'ont appris à m'intéresser aux replis de l'histoire. Mon livre précédent portait sur des communautés européennes échouées dans des coins perdus de la planète, par exemple des Polonais qui habitent Haïti depuis deux siècles, ou des Confédérés qui ont fui au Brésil. Ce qui m'intéresse, c'est le parcours de l'homme. Je n'ai aucune envie de rencontrer le président actuel d'Haïti, parce qu'il va me dire ce qu'il faut faire pour conserver son pouvoir. Duvalier, lui, n'a plus que son histoire personnelle à me raconter. »

CHIRINE EBADI

Une dame de fer au pays des ayatollahs

Le comité de sélection du prix Nobel de la paix a préféré au pape Jean-Paul II et au premier président de la République tchèque post-soviétique, Vaclav Havel, une avocate iranienne dont peu d'Occidentaux avaient entendu parler. En Iran, cependant, tous connaissent Chirine Ebadi et son incessant combat pour rendre la loi islamique plus humaine. Son retour au bercail la semaine dernière a d'ailleurs soulevé les foules et fait discourir les hommes politiques du pays. *La Presse* a rencontré Chirine Ebadi dans son bureau de Téhéran.



LAURA-JULIE PERREAULT

ENVOYÉE SPÉCIALE À TÉHÉRAN

Son prénom veut dire « douce, sucrée ». Mais il faut passer une heure en présence de Chirine Ebadi pour constater que ce n'est pas à coups de gentillesses et de courbettes que l'avocate iranienne a défendu la cause des femmes, des enfants et des prisonniers politiques devant la cour iranienne, contrôlée par les religieux.

Ce bras de fer juridique qui dure depuis plus de 25 ans lui a valu le prix Nobel de la paix, mais aussi des critiques acerbes des forces religieuses du pays, un emprisonnement de trois semaines en 2000 et plusieurs radiations temporaires du Barreau iranien.

Arrivant avec quelques minutes de retard à notre rencontre, la femme qui descend de voiture devant l'édifice qui lui sert à la fois de maison et de bureau marche d'un pas assuré. La tête couverte d'un voile bleu, le petit bout de femme de moins de 5 pieds nous salue brièvement et nous prie d'entrer.

Dans le hall de l'édifice de Yousef Abad, un quartier tranquille habité depuis des décennies par la classe moyenne de Téhéran, les gerbes de fleurs et une grande photo de l'héroïne du jour rappellent qu'une semaine ne s'est pas encore écoulée depuis que l'avocate a reçu une des plus prestigieuses récompenses internationales et la généreuse bourse de 1,3 million \$ qui l'accompagne.

Chirine Ebadi s'assoit, elle est prête à répondre aux questions. La froideur de ses yeux et ses traits tirés font comprendre que les jours suivant son retour en Iran ont été



Chirine Ebadi, prix Nobel de la Paix.

PHOTO FARZANEH KHADEMIAN, COLLABORATION SPÉCIALE

des plus épuisants.

Les conférences de presse, les manifestations de soutien auxquelles ont participé des milliers de personnes, les durs propos du président réformateur Mohammad Khatami à l'endroit du prix Nobel qu'il a jugé « peu important », les demandes multiples de groupes de la société civile et des femmes des journalistes et de députés emprisonnés : Chirine Ebadi croule sous les requêtes de tout genre.

Et il est clair que chacune des déclarations de la nouvelle vedette

mondiale des droits de la personne est surveillée de près par les conservateurs iraniens, qui n'ont pas apprécié que l'avocate de 56 ans reçoive son prix Nobel sans porter le traditionnel hidjab devant les caméras de télévision internationale.

Zahra Kazemi

Les propos, plus tard rétractés, du fils de la photographe Zahra Kazemi, qui a affirmé dans les médias canadiens-anglais que M^{me} Ebadi avait accepté de représenter la famille de la photojournaliste mon-

tréalaise tuée pendant son incarcération en Iran, ont aussi mis l'avocate dans l'embarras. Le dossier de Zahra Kazemi, au cœur d'une bataille politique entre les réformateurs, associés au président Khatami et les conservateurs, qui font la pluie et le beau temps dans les tribunaux iraniens, brûle quelque chose y touche.

Une voisine de M^{me} Ebadi dit craindre que la gloire mondiale enlève le tapis sous les pieds de la Prix Nobel, qui se battait dans l'ombre depuis des années pour les

plus démunis. « Nous sommes très contents pour son prix. Mais cette visibilité va lui donner encore plus de problèmes avec le régime. Elle ne pourra plus faire grand-chose pour nous », soupire la dame qui préférerait ne pas s'identifier.

Dans ce contexte, Chirine Ebadi qui, une semaine plus tôt affirmait dans une entrevue au journal *Le Monde* qu'elle préférerait que l'islam et la politique fassent chambre à part, a dû ajuster son discours, comme a pu le constater *La Presse*.

« Plus que tout, nos jeunes veulent vivre dans une société libre et sans violence »

Q *La Presse* : En choisissant le droit comme domaine de spécialisation, vous avez été une pionnière en Iran, surtout en devenant la première femme à occuper le poste de juge en 1975. Pourquoi avez-vous choisi ce chemin et saviez-vous à cette époque où votre carrière allait vous mener ?

R Chirine Ebadi : Le droit est un héritage familial. Mon père était un expert du droit commercial. Ma fille étudie le droit. Mon oncle maternel était aussi un avocat. J'étais prédestinée ! En tant qu'individu, j'ai toujours été en quête de justice. Alors, dès le début, j'ai été très impliquée dans la question des droits de la personne. Mon plus grand souhait est de continuer à chercher la justice jusqu'à ma mort. Je n'ai pas été très affectée personnellement lorsque ma position de juge m'a été retirée en 1979. Mais pour les droits des femmes, ceci est devenu une des portes fermées. Après ma destitution, j'ai changé de direction, j'ai ouvert un bureau d'avocat, mais depuis ce jour, je me bats pour que les femmes fassent partie de la magistrature à nouveau. Je suis très heureuse de dire qu'après 15 ans de travail acharné, nous avons été capables de regagner ce droit pour les femmes. Il y a deux femmes juges en ce moment à la Cour d'appel de Téhéran.

Q Après 25 ans de combat sur la scène juridique, pensez-vous que la charia et les droits de la personne peuvent faire bon ménage ?

R Absolument. Lorsque nous aurons une interprétation correcte de l'islam, nous verrons qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre les droits de la personne et l'islam. La déclaration des droits de l'homme est universelle pour toute la race humaine et il ne devrait pas exister de droits islamiques de la personne. Ce serait ouvrir la porte à ce que chaque nation, chaque religion ait sa propre version. Nous pouvons être musulmans et respecter les droits fondamentaux tels que définis par la déclaration. Nous pouvons être musulmans et avoir de meilleures conditions de vie. Si c'était le cas, nous aurions atteint la bonne interprétation de l'islam, qui n'est pas une religion de terreur ou d'assassinat, comme certains le prétendent.

Q Lorsque la révolution islamique a eu lieu en 1979, la plupart des Iraniens associaient cette révolution à une quête de liberté, à une lutte contre la corruption, en faveur des pauvres. Que s'est-il passé ?

R Les droits de la personne peuvent être atteints dans une société tranquille, calme et sécuritaire. Après la révolution, la guerre entre l'Iran et l'Irak a commencé presque tout de suite. Quand il n'y a pas de sécurité, il n'y a pas de droits de la personne et on ne peut s'attendre à de grands avancements. Maintenant que la guerre est terminée, nous espérons de meilleurs jours.

Q Mais la guerre est terminée depuis plus de 10 ans ?

R Le statut des droits de la personne en 2003, si nous les comparons à ceux de 1981, est de loin meilleur. Ça ne veut pas dire que nous n'avons pas des tas de problèmes, mais ils doivent être réglés par les Iraniens. Aucune puissance étrangère ne devrait attaquer un pays comme l'Iran en utilisant le prétexte des droits de la personne.

Q En vous décernant le prix Nobel, le comité a fait tout le contraire. Ses membres ont dit clairement que ce prix était un rappel de l'importance des droits de la personne en Iran et dans le monde musulman. Cela peut-il nuire à votre travail ?

R Je suis une messagère de ma nation pacifique pour le monde entier. Les Iraniens veulent plus de droits dans leur propre pays. Mais nous voulons améliorer notre situation par des moyens pacifiques seulement. Les droits de l'homme ne s'exportent pas à coups de balles de fusils. Ces droits doivent être atteints par la négociation pacifique, rien d'autre.

Q Quand les Iraniens ont élu Mohammad Khatami à la tête de l'Iran en 1997, ils espéraient voir un meilleur mélange de démocratie et d'islam. Mais la désillusion au sujet du pouvoir des réformistes est maintenant répandue en Iran. Comment évaluez-vous les deux mandats du président ?

R Le président doit agir en respectant la Constitution. Selon cette Constitution, toutes les lois adoptées par le Parlement doivent être ratifiées par le Conseil des gardiens (un comité de religieux conservateurs). Tout ce que nous pouvions attendre de Khatami était qu'il agisse dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés et il l'a fait. Il a présenté des lois qui donneraient plus de pouvoir à la présidence, mais le Conseil des gardiens a opposé son veto. Sa seule erreur a été de ne pas présenter certains de ses projets de loi, notamment sur les élections, en 1997, juste après son élection.

Q Maintenant que vous êtes de sens dans les bras, que comptez-vous faire ?

R Je vais continuer mon travail, mais avec encore plus de persévérance. Ce prix me démontre que ma manière de travailler, en tentant d'offrir des interprétations plus justes de la loi islamique, est la bonne. Je suis particulièrement fière d'une de mes récentes victoires. J'ai réussi à faire changer la loi pour les enfants victimes de violence. Mais je me bats toujours pour que ce ne soit pas automatiquement l'homme qui ait la garde de l'enfant en cas de conflit, mais bien la meilleure personne dans les circonstances.

Q Allez-vous représenter la famille de Zahra Kazemi lors du procès du présumé meurtrier qui reprend le 15 novembre prochain ?

R Je dois d'abord dire que je suis très peinée de ce qui est arrivée à M^{me} Kazemi. Et j'espère que dans un procès juste et équitable, la lumière sera faite. Je n'ai pas encore décidé si je vais prendre la cause, mais j'espère que le « prix du sang » (somme versée par un meurtrier aux proches de la victime) de Zahra Kazemi sera celui de la liberté de parole pour tous les journalistes qui travaillent en Iran.

Q L'État iranien doit-il demeurer religieux ou doit-il devenir laïque ?

R Mes souhaits sont ceux de la nation iranienne. Notre constitution dit que dans le cas de questions aussi importantes que celle-ci, il est nécessaire de faire un référendum à la grandeur de la nation iranienne.

Q Le mouvement étudiant, qui est descendu dans les rues cet été, demande justement un référendum sur la question. Leurs dernières manifestations ont été sévèrement réprimées, qu'en pensez-vous ?

R J'ai été bannie du Barreau pour un temps parce que j'ai déniché un témoin qui a assisté à la répression du mouvement étudiant dans les dortoirs de l'Université de Téhéran en 2001. Nos jeunes veulent que les générations précédentes les comprennent, ils veulent avoir un meilleur accès à l'éducation et au travail. Mais plus que tout, nos jeunes veulent vivre dans une société libre et sans violence.

Irak: les femmes reculent

La chute du régime laïc de Saddam Hussein a dégradé la situation des femmes en Irak. La future Constitution les aidera-t-elle à améliorer leur sort ?



JOONEED KHAN

ENVOYÉ SPÉCIAL
À BAGDAD

« Les femmes irakiennes étaient déjà opprimées et réprimées sous le régime baassiste. Dans la crise actuelle, elles représentent la part la plus fragile et la plus vulnérable de la société. Elles risquent même de basculer dans une régression encore plus terrible. Les meurtres d'honneur — ces assassinats de femmes dont l'honneur aurait été terni par un viol ou un adultère — sont déjà en hausse depuis la chute du régime. »

Ainsi parle Layla Muhammad, milieu de la trentaine, cheveux courts, t-shirt rouge et jeans bleus. Analyse sobre, formules rodées, maîtrise des faits, c'est une combattante résolue mais calme, une force tranquille qui entend faire son chemin dans le « Nouvel Irak ».

Exilée à Sydney, en Australie, où elle faisait déjà campagne pour les droits des Irakiennes (*Les droits des femmes sont des droits humains*), M^{me} Muhammad est rentrée en Irak au mois d'août. Là, elle a connu Yanar Muhammad, rentrée elle d'exil à Toronto, et Nadia Mahmoud, revenue de Londres.

« C'est comme ça qu'est née l'Organisation de la liberté pour les femmes en Irak. Je gère le bureau de Bagdad, et un Centre pour la protection des femmes, où nous abritons des femmes menacées de mort par leurs proches pour avoir trahi l'honneur de la famille », dit-elle.

Idéologie laïque

L'approche subtile mais efficace de l'organisation se manifeste dès la réception, dans une petite maison du quartier de Saadoun. « Fumer est votre droit, mais les autres ont le droit de respirer un air propre », lit-on, en arabe. La salle d'attente est pleine, mais personne ne fume.

Avec une idéologie « laïque et progressiste », le parti Baath avait la réputation de promouvoir les droits des femmes, qui avaient accès à l'éducation à tous les niveaux



PHOTOTHÈQUE LA PRESSE

Une jeune femme irakienne. L'insécurité, la criminalité et les menaces constantes sont toujours le lot des femmes dans l'Irak d'après Saddam Hussein.

et à des postes clés dans les secteurs public et privé.

Layla Muhammad démolit un mythe. « Un peu de vérité, beaucoup de mensonges, dit-elle. Le droit des hommes de tuer des femmes dans le contexte familial était inscrit au Code pénal. Le droit familial postulait qu'une femme ne pouvait sortir ni voyager seule, qu'un homme pouvait avoir trois, quatre épouses, et traiter les femmes à sa guise en toute impunité. Derrière la façade progressiste, il y avait beaucoup de silence, beaucoup de camouflages ».

Si bien partie, elle en détruit un autre. « Même au Kurdistan irakien, où le pouvoir était aux mains de Barzani et de Talabani dès 1991, avec le soutien des États-Unis, la documentation disponible montre qu'il y a eu au moins 5000 meurtres d'honneur entre 1991 et 2000. Et n'oublions pas les cas qui ne furent pas rapportés ».

Où sont passées les femmes ?

L'insécurité, la criminalité, les

menaces constantes d'attentats expliquent en partie seulement la faible présence de femmes dans les rues et les lieux publics de Bagdad. Il y a plus grave : il y a « la culture nationale qui consacre l'autorité des hommes sur les femmes, une culture que le parti Baas a renforcée malgré ses prétentions progressistes ».

« Quand vous découvrez, stupéfait, que le taux d'alphabétisation en Irak est tombé de 90 % en 1990 à 50 % en 2001, sachez que la cause en est simple : les familles ont gardé les filles à la maison et privilégié l'éducation des garçons. »

« Avec la chute du régime, la condition des femmes s'est dégradée. Il n'y a plus l'ordre et la sécurité qu'on connaissait. L'État de droit s'est effondré. Aggraver, enlever, violer et tuer des femmes est devenu facile. Human Rights Watch a documenté 400 cas de femmes enlevées et assassinées en six mois d'occupation américaine, c'est presque autant que les femmes tuées sur trois ans à Ciudad Juarez, au

Mexique. Les familles gardent leurs filles à la maison bien plus qu'avant, empêchant qu'elles aillent étudier ou travailler. »

Hana Edwar, militante de longue date de l'organisation Al-Amal, met un bémol aux chiffres de 5000 meurtres d'honneur au Kurdistan, de 1991 à 2000, et à celui de 400 femmes enlevées et assassinées depuis six mois en Irak. « La première statistique est une extrapolation à partir d'une enquête limitée, la seconde est une hypothèse qui reste à documenter. J'ai beaucoup d'admiration pour le groupe de Layla et Yanar, mais je pense qu'il ne sert à rien d'exagérer. La situation des femmes irakiennes est déjà très dramatique comme ça. Elle a raison ».

« Puisque l'Irak est appelé à rédiger une nouvelle Constitution, la situation actuelle offre une belle occasion d'un grand bond en avant pour les femmes, dit M^{me} Muhammad. Mais le nouveau gouvernement provisoire n'a pas de ministère pour les femmes. Personne non

plus ne se bat pour les droits des femmes au Conseil de gouvernement où il n'y a que deux femmes sur 24 membres. M^{me} Aqila al-Hashimi, assassinée, n'a pas été remplacée. Nous avons pris rendez-vous avec la police pour parler de la situation des femmes ; personne n'est venu. »

Dans le combat constitutionnel qui s'annonce, M^{me} Muhammad et ses collègues entendent défendre un programme en quatre points. Égalité inconditionnelle entre femmes et hommes, séparation complète de la religion d'une part, et de l'État et de l'éducation d'autre part, amendement du droit familial en ce qui concerne les droits des femmes, et protection de la vie des femmes dans les horribles conditions actuelles.

« La chute du régime a ouvert la voie à l'islam politique radical, qui menace encore plus les droits des femmes. Autour de nous, en Afghanistan, en Iran, en Arabie Saoudite, partout les droits des femmes sont battus en brèche. »

Si vous êtes dans un brouillard financier, laissez-vous guider!

Faites appel aux compétences reconnues d'un membre de l'Association québécoise des professionnels de la réorganisation et de l'insolvabilité (AQPRI)*. Nos membres, tous détenteurs d'une licence de syndic, travaillent de manière à ce que vos droits soient respectés. Que vous soyez créancier ou débiteur (individu ou entreprise), nous pouvons vraiment vous aider à trouver la solution la plus appropriée à votre situation. Il est cependant préférable de ne pas attendre de vous retrouver en plein brouillard avant de communiquer avec nous.

Laissez-vous guider en toute confiance...
par un membre de l'AQPRI!

AQPRI

Association québécoise des professionnels
de la réorganisation et de l'insolvabilité

*Consultez les Pages jaunes à la rubrique « Syndics de faillite »
ou le site www.aqpri.com

Affiliée à l'Association canadienne des professionnels
de l'insolvabilité et de la réorganisation.

15^e ANNIVERSAIRE

SALON INTERNATIONAL
TOURISME
VOYAGES



Félicitations aux gagnants du concours « Découvrez Panama! »

qui se déroulait dans le cadre du 15^e Salon international tourisme voyages, à la Place Bonaventure

Les grands gagnants d'un voyage d'une semaine chacun, pour 2 personnes, au Panama,
d'une valeur totale de plus de 6000 \$:

• M. Réal Noël,
de Chambord

• Mme Yolande Dupré,
de Rosemère



Dans l'ordre habituel, lors du tirage le 19 octobre dernier à la Place Bonaventure, monsieur Richard Normandeau, de Delta Airlines, madame Gimara Lingh, de Voyages Arcos Iris, madame Sylvie Munroe-Cox, de dmg média mondial, monsieur Luis Bogantes, du Bureau de Tourisme de Panama et madame Ana Royo, de Experience Panama.

dmg média mondial

LA PRESSE

CKAC 730

Delta
AirLines

IPAT